

# ЗАКОН

## О ПОТВРЂИВАЊУ КОНВЕНЦИЈЕ О ЗАШТИТИ И УНАПРЕЂЕЊУ РАЗНОЛИКОСТИ КУЛТУРНИХ ИЗРАЗА

### Члан 1.

Потврђује се Конвенција Уједињених нација о заштити и унапређењу разноликости културних израза, која је усвојена у Паризу 20. октобра 2005. године, у оригиналу на арапском, енглеском, кинеском, руском, француском и шпанском језику.

### Члан 2.

Текст Конвенције у оригиналу на француском језику и у преводу на српски језик гласи:

#### **Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles**

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 3 au 21 octobre 2005 pour sa 33e session,

*Affirmant* que la diversité culturelle est une caractéristique inhérente à l'humanité,

*Consciente* que la diversité culturelle constitue un patrimoine commun de l'humanité et qu'elle devrait être célébrée et préservée au profit de tous,

*Sachant* que la diversité culturelle crée un monde riche et varié qui élargit les choix possibles, nourrit les capacités et les valeurs humaines, et qu'elle est donc un ressort fondamental du développement durable des communautés, des peuples et des nations,

*Rappelant* que la diversité culturelle, qui s'épanouit dans un cadre de démocratie, de tolérance, de justice sociale et de respect mutuel entre les peuples et les cultures, est indispensable à la paix et à la sécurité aux plans local, national et international,

*Célébrant* l'importance de la diversité culturelle pour la pleine réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments universellement reconnus,

*Soulignant* la nécessité d'intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques nationales et internationales de développement, ainsi que dans la coopération internationale pour le développement, en tenant également compte de la Déclaration du Millénaire de l'ONU (2000) qui met l'accent sur l'éradication de la pauvreté,

*Considérant* que la culture prend diverses formes dans le temps et dans l'espace et que cette diversité s'incarne dans l'originalité et la pluralité des identités ainsi que dans les expressions culturelles des peuples et des sociétés qui constituent l'humanité,

*Reconnaissant* l'importance des savoirs traditionnels en tant que source de richesse immatérielle et matérielle, et en particulier des systèmes de connaissance des peuples autochtones, et leur contribution positive au développement durable, ainsi que la nécessité d'assurer leur protection et promotion de façon adéquate,

*Reconnaissant* la nécessité de prendre des mesures pour protéger la diversité des expressions culturelles, y compris de leurs contenus, en particulier dans des situations où les expressions culturelles peuvent être menacées d'extinction ou de graves altérations,

*Soulignant* l'importance de la culture pour la cohésion sociale en général, et en particulier sa contribution à l'amélioration du statut et du rôle des femmes dans la société,

*Consciente* que la diversité culturelle est renforcée par la libre circulation des idées, et qu'elle se nourrit d'échanges constants et d'interactions entre les cultures,

*Réaffirmant* que la liberté de pensée, d'expression et d'information, ainsi que la diversité des médias, permettent l'épanouissement des expressions culturelles au sein des sociétés,

*Reconnaissant* que la diversité des expressions culturelles, y compris des expressions culturelles traditionnelles, est un facteur important qui permet aux individus et aux peuples d'exprimer et de partager avec d'autres leurs idées et leurs valeurs,

*Rappelant* que la diversité linguistique est un élément fondamental de la diversité culturelle, et *réaffirmant* le rôle fondamental que joue l'éducation dans la protection et la promotion des expressions culturelles,

*Considérant* l'importance de la vitalité des cultures pour tous, y compris pour les personnes appartenant aux minorités et pour les peuples autochtones, telle qu'elle se manifeste par leur liberté de créer, diffuser et distribuer leurs expressions culturelles traditionnelles et d'y avoir accès de manière à favoriser leur propre développement,

*Soulignant* le rôle essentiel de l'interaction et de la créativité culturelles, qui nourrissent et renouvellent les expressions culturelles, et renforcent le rôle de ceux qui oeuvrent au développement de la culture pour le progrès de la société dans son ensemble,

*Reconnaissant* l'importance des droits de propriété intellectuelle pour soutenir les personnes qui participent à la créativité culturelle,

*Convaincue* que les activités, biens et services culturels ont une double nature, économique et culturelle, parce qu'ils sont porteurs d'identités, de valeurs et de sens et qu'ils ne doivent donc pas être traités comme ayant exclusivement une valeur commerciale,

*Constatant* que les processus de mondialisation, facilités par l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication, s'ils créent les conditions inédites d'une interaction renforcée entre les cultures, représentent aussi un défi pour la diversité culturelle, notamment au regard des risques de déséquilibres entre pays riches et pays pauvres,

*Consciente* du mandat spécifique confié à l'UNESCO d'assurer le respect de la diversité des cultures et de recommander les accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image,

*Se référant* aux dispositions des instruments internationaux adoptés par l'UNESCO ayant trait à la diversité culturelle et à l'exercice des droits culturels, et en particulier à la Déclaration universelle sur la diversité culturelle de 2001,

*Adopte*, le 20 octobre 2005, la présente Convention.

## **I Objectifs et principes directeurs**

### **Article premier - Objectifs**

Les objectifs de la présente Convention sont :

- (a) de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;
- (b) de créer les conditions permettant aux cultures de s'épanouir et interagir librement de manière à s'enrichir mutuellement ;
- (c) d'encourager le dialogue entre les cultures afin d'assurer des échanges culturels plus intenses et équilibrés dans le monde en faveur du respect interculturel et d'une culture de la paix ;
- (d) de stimuler l'interculturalité afin de développer l'interaction culturelle dans l'esprit de bâtir des passerelles entre les peuples ;
- (e) de promouvoir le respect de la diversité des expressions culturelles et la prise de conscience de sa valeur aux niveaux local, national et international ;
- (f) de réaffirmer l'importance du lien entre culture et développement pour tous les pays, en particulier les pays en développement, et d'encourager les actions menées aux plans national et international pour que soit reconnue la véritable valeur de ce lien ;
- (g) de reconnaître la nature spécifique des activités, biens et services culturels en tant que porteurs d'identité, de valeurs et de sens ;
- (h) de réaffirmer le droit souverain des États de conserver, d'adopter et de mettre en oeuvre les politiques et mesures qu'ils jugent appropriées pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles sur leur territoire ;
- (i) de renforcer la coopération et la solidarité internationales dans un esprit de partenariat afin, notamment, d'accroître les capacités des pays en développement de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles.

### **Article 2 - Principes directeurs**

#### **1. Principe du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

La diversité culturelle ne peut être protégée et promue que si les droits de l'homme et les libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, d'information et de communication, ainsi que la possibilité pour les individus de choisir les expressions culturelles, sont garantis. Nul ne peut invoquer les dispositions de la présente Convention pour porter atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales tels que consacrés par la Déclaration universelle des droits de l'homme ou garantis par le droit international, ou pour en limiter la portée.

#### **2. Principe de souveraineté**

Les États ont, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, le droit souverain d'adopter des mesures et des politiques pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur leur territoire.

### **3. Principe de l'égalité de dignité et du respect de toutes les cultures**

La protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles impliquent la reconnaissance de l'égalité de dignité et du respect de toutes les cultures, y compris celles des personnes appartenant aux minorités et celles des peuples autochtones.

### **4. Principe de solidarité et de coopération internationales**

La coopération et la solidarité internationales devraient permettre à tous les pays, particulièrement aux pays en développement, de créer et renforcer les moyens nécessaires à leur expression culturelle, y compris leurs industries culturelles, qu'elles soient naissantes ou établies, aux niveaux local, national et international.

### **5. Principe de la complémentarité des aspects économiques et culturels du développement**

La culture étant un des ressorts fondamentaux du développement, les aspects culturels du développement sont aussi importants que ses aspects économiques, et les individus et les peuples ont le droit fondamental d'y participer et d'en jouir.

### **6. Principe de développement durable**

La diversité culturelle est une grande richesse pour les individus et les sociétés. La protection, la promotion et le maintien de la diversité culturelle sont une condition essentielle pour un développement durable au bénéfice des générations présentes et futures.

### **7. Principe d'accès équitable**

L'accès équitable à une gamme riche et diversifiée d'expressions culturelles provenant du monde entier et l'accès des cultures aux moyens d'expression et de diffusion constituent des éléments importants pour mettre en valeur la diversité culturelle et encourager la compréhension mutuelle.

### **8. Principe d'ouverture et d'équilibre**

Quand les États adoptent des mesures pour favoriser la diversité des expressions culturelles, ils devraient veiller à promouvoir, de façon appropriée, l'ouverture aux autres cultures du monde et à s'assurer que ces mesures sont conformes aux objectifs poursuivis par la présente Convention.

## **II. Champ d'application**

### **Article 3 - Champ d'application**

La présente Convention s'applique aux politiques et aux mesures adoptées par les Parties relatives à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

## **III. Définitions**

### **Article 4 - Définitions**

Aux fins de la présente Convention, il est entendu que :

#### **1. Diversité culturelle**

« Diversité culturelle » renvoie à la multiplicité des formes par lesquelles les cultures des groupes et des sociétés trouvent leur expression. Ces expressions se transmettent au sein des groupes et des sociétés et entre eux.

La diversité culturelle se manifeste non seulement dans les formes variées à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis grâce à la variété des expressions culturelles, mais aussi à travers divers modes de création artistique, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance des expressions culturelles, quels que soient les moyens et les technologies utilisés.

## **2. Contenu culturel**

« Contenu culturel » renvoie au sens symbolique, à la dimension artistique et aux valeurs culturelles qui ont pour origine ou expriment des identités culturelles.

## **3. Expressions culturelles**

« Expressions culturelles » sont les expressions qui résultent de la créativité des individus, des groupes et des sociétés, et qui ont un contenu culturel.

## **4. Activités, biens et services culturels**

« Activités, biens et services culturels » renvoie aux activités, biens et services qui, dès lors qu'ils sont considérés du point de vue de leur qualité, de leur usage ou de leur finalité spécifiques, incarnent ou transmettent des expressions culturelles, indépendamment de la valeur commerciale qu'ils peuvent avoir. Les activités culturelles peuvent être une fin en elles-mêmes, ou bien contribuer à la production de biens et services culturels.

## **5. Industries culturelles**

« Industries culturelles » renvoie aux industries produisant et distribuant des biens ou services culturels tels que définis au paragraphe 4 ci-dessus.

## **6. Politiques et mesures culturelles**

« Politiques et mesures culturelles » renvoie aux politiques et mesures relatives à la culture, à un niveau local, national, régional ou international, qu'elles soient centrées sur la culture en tant que telle, ou destinées à avoir un effet direct sur les expressions culturelles des individus, groupes ou sociétés, y compris sur la création, la production, la diffusion et la distribution d'activités, de biens et de services culturels et sur l'accès à ceux-ci.

## **7. Protection**

« Protection » signifie l'adoption de mesures visant à la préservation, la sauvegarde et la mise en valeur de la diversité des expressions culturelles.

« Protéger » signifie adopter de telles mesures.

## **8. Interculturalité**

« Interculturalité » renvoie à l'existence et à l'interaction équitable de diverses cultures ainsi qu'à la possibilité de générer des expressions culturelles partagées par le dialogue et le respect mutuel.

# **IV. Droits et obligations des Parties**

## **Article 5 - Règle générale concernant les droits et obligations**

1. Les Parties réaffirment, conformément à la Charte des Nations Unies, aux principes du droit international et aux instruments universellement reconnus en matière de droits de l'homme, leur droit souverain de formuler et mettre en oeuvre

leurs politiques culturelles et d'adopter des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ainsi que pour renforcer la coopération internationale afin d'atteindre les objectifs de la présente Convention.

2. Lorsqu'une Partie met en oeuvre des politiques et prend des mesures pour protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire, ses politiques et mesures doivent être compatibles avec les dispositions de la présente Convention.

#### **Article 6 - Droits des parties au niveau national**

1. Dans le cadre de ses politiques et mesures culturelles telles que décrites à l'article 4.6, et compte tenu des circonstances et des besoins qui lui sont propres, chaque Partie peut adopter des mesures destinées à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur son territoire.

2. Ces mesures peuvent inclure :

(a) les mesures réglementaires qui visent à protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;

(b) les mesures qui, d'une manière appropriée, offrent des opportunités aux activités, biens et services culturels nationaux, de trouver leur place parmi l'ensemble des activités, biens et services culturels disponibles sur son territoire, pour ce qui est de leur création, production, diffusion, distribution et jouissance, y compris les mesures relatives à la langue utilisée pour lesdits activités, biens et services ;

(c) les mesures qui visent à fournir aux industries culturelles nationales indépendantes et aux activités du secteur informel un accès véritable aux moyens de production, de diffusion et de distribution d'activités, biens et services culturels ;

(d) les mesures qui visent à accorder des aides financières publiques ;

(e) les mesures qui visent à encourager les organismes à but non lucratif, ainsi que les institutions publiques et privées, les artistes et les autres professionnels de la culture, à développer et promouvoir le libre échange et la libre circulation des idées et des expressions culturelles ainsi que des activités, biens et services culturels, et à stimuler la création et l'esprit d'entreprise dans leurs activités ;

(f) les mesures qui visent à établir et soutenir, de façon appropriée, les institutions de service public ;

(g) les mesures qui visent à encourager et soutenir les artistes ainsi que tous ceux qui sont impliqués dans la création d'expressions culturelles ;

(h) les mesures qui visent à promouvoir la diversité des médias, y compris au moyen du service public de radiodiffusion.

#### **Article 7 - Mesures destinées à promouvoir les expressions culturelles**

1. Les Parties s'efforcent de créer sur leur territoire un environnement encourageant les individus et les groupes sociaux :

(a) à créer, produire, diffuser et distribuer leurs propres expressions culturelles et à y avoir accès, en tenant dûment compte des conditions et besoins particuliers des femmes, ainsi que de divers groupes sociaux, y compris les personnes appartenant aux minorités et les peuples autochtones ;

(b) à avoir accès aux diverses expressions culturelles provenant de leur territoire ainsi que des autres pays du monde.

2. Les Parties s'efforcent également de reconnaître l'importante contribution des artistes et de tous ceux qui sont impliqués dans le processus créateur, des communautés culturelles et des organisations qui les soutiennent dans leur travail, ainsi que leur rôle central qui est de nourrir la diversité des expressions culturelles.

### **Article 8 - Mesures destinées à protéger les expressions culturelles**

1. Sans préjudice des dispositions des articles 5 et 6, une Partie peut diagnostiquer l'existence de situations spéciales où les expressions culturelles, sur son territoire, sont soumises à un risque d'extinction, à une grave menace, ou nécessitent de quelque façon que ce soit une sauvegarde urgente.

2. Les Parties peuvent prendre toutes les mesures appropriées pour protéger et préserver les expressions culturelles dans les situations mentionnées au paragraphe 1 conformément aux dispositions de la présente Convention.

3. Les Parties font rapport au Comité intergouvernemental visé à l'article 23 sur toutes les mesures prises pour faire face aux exigences de la situation, et le Comité peut formuler des recommandations appropriées.

### **Article 9 - Partage de l'information et transparence**

Les Parties :

(a) fournissent tous les quatre ans, dans leurs rapports à l'UNESCO, l'information appropriée sur les mesures prises en vue de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles sur leur territoire et au niveau international ;

(b) désignent un point de contact chargé du partage de l'information relative à la présente Convention ;

(c) partagent et échangent l'information relative à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles.

### **Article 10 - Éducation et sensibilisation du public**

Les Parties :

(a) favorisent et développent la compréhension de l'importance de la protection et de la promotion de la diversité des expressions culturelles, notamment par le biais de programmes d'éducation et de sensibilisation accrue du public ;

(b) coopèrent avec les autres Parties et les organisations internationales et régionales pour atteindre l'objectif du présent article ;

(c) s'emploient à encourager la créativité et à renforcer les capacités de production par la mise en place de programmes d'éducation, de formation et d'échanges dans le domaine des industries culturelles. Ces mesures devraient être appliquées de manière à ne pas avoir d'impact négatif sur les formes de production traditionnelles.

### **Article 11 - Participation de la société civile**

Les Parties reconnaissent le rôle fondamental de la société civile dans la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Les Parties encouragent la participation active de la société civile à leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs de la présente Convention.

### **Article 12 - Promotion de la coopération internationale**

Les Parties s'emploient à renforcer leur coopération bilatérale, régionale et internationale afin de créer des conditions propices à la promotion de la diversité des expressions culturelles, en tenant particulièrement compte des situations mentionnées aux articles 8 et 17, en vue notamment de :

- (a) faciliter le dialogue entre elles sur la politique culturelle ;
- (b) renforcer les capacités stratégiques et de gestion du secteur public dans les institutions culturelles publiques, grâce aux échanges culturels professionnels et internationaux, ainsi qu'au partage des meilleures pratiques ;
- (c) renforcer les partenariats avec la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, et entre ces entités, pour favoriser et promouvoir la diversité des expressions culturelles ;
- (d) promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies et encourager les partenariats afin de renforcer le partage de l'information et la compréhension culturelle, et de favoriser la diversité des expressions culturelles ;
- (e) encourager la conclusion d'accords de coproduction et de codistribution.

### **Article 13 - Intégration de la culture dans le développement durable**

Les Parties s'emploient à intégrer la culture dans leurs politiques de développement, à tous les niveaux, en vue de créer des conditions propices au développement durable et, dans ce cadre, de favoriser les aspects liés à la protection et à la promotion de la diversité des expressions culturelles.

### **Article 14 - Coopération pour le développement**

Les Parties s'attachent à soutenir la coopération pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, particulièrement pour ce qui est des besoins spécifiques des pays en développement, en vue de favoriser l'émergence d'un secteur culturel dynamique, entre autres par les moyens suivants :

- (a) Le renforcement des industries culturelles des pays en développement :
  - (i) en créant et en renforçant les capacités de production et de distribution culturelles dans les pays en développement ;
  - (ii) en facilitant l'accès plus large de leurs activités, biens et services culturels au marché mondial et aux circuits de distribution internationaux ;
  - (iii) en permettant l'émergence de marchés locaux et régionaux viables ;
  - (iv) en adoptant, chaque fois que possible, des mesures appropriées dans les pays développés en vue de faciliter l'accès à leur territoire des activités, biens et services culturels des pays en développement ;
  - (v) en soutenant le travail créatif et en facilitant, dans la mesure du possible, la mobilité des artistes des pays en développement ;
  - (vi) en encourageant une collaboration appropriée entre pays développés et pays en développement, notamment dans les domaines de la musique et du film ;
- (b) Le renforcement des capacités par l'échange d'information, d'expérience et d'expertise, ainsi que la formation des ressources humaines dans les pays en développement dans les secteurs public et privé concernant notamment les capacités stratégiques et de gestion, l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques, la promotion et la distribution des expressions culturelles, le développement des moyennes, petites et microentreprises, l'utilisation des technologies ainsi que le développement et le transfert des compétences ;

(c) Le transfert de technologies et de savoir-faire par la mise en place de mesures incitatives appropriées, en particulier dans le domaine des industries et des entreprises culturelles ;

(d) Le soutien financier par :

(i) l'établissement d'un Fonds international pour la diversité culturelle, comme prévu à l'article 18 ;

(ii) l'octroi d'une aide publique au développement, en tant que de besoin, y compris une assistance technique destinée à stimuler et soutenir la créativité ;

(iii) d'autres formes d'aide financière telles que des prêts à faible taux d'intérêt, des subventions et d'autres mécanismes de financement.

### **Article 15 - Modalités de collaboration**

Les Parties encouragent le développement de partenariats, entre les secteurs public et privé et les organisations à but non lucratif et en leur sein, afin de coopérer avec les pays en développement au renforcement de leur capacité de protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles. Ces partenariats novateurs mettront l'accent, en réponse aux besoins concrets des pays en développement, sur le développement des infrastructures, des ressources humaines et des politiques ainsi que sur les échanges d'activités, biens et services culturels.

### **Article 16 - Traitement préférentiel pour les pays en développement**

Les pays développés facilitent les échanges culturels avec les pays en développement en accordant, au moyen de cadres institutionnels et juridiques appropriés, un traitement préférentiel à leurs artistes et autres professionnels et praticiens de la culture, ainsi qu'à leurs biens et services culturels.

### **Article 17 - Coopération internationale dans les situations de menace grave contre les expressions culturelles**

Les Parties coopèrent pour se porter mutuellement assistance, en veillant en particulier aux pays en développement, dans les situations mentionnées à l'article 8.

### **Article 18 - Fonds international pour la diversité culturelle**

1. Il est créé un Fonds international pour la diversité culturelle, ci-après dénommé « le Fonds ».

2. Le Fonds est constitué en fonds-en-dépôt conformément au Règlement financier de l'UNESCO.

3. Les ressources du Fonds sont constituées par :

(a) les contributions volontaires des Parties ;

(b) les fonds alloués à cette fin par la Conférence générale de l'UNESCO ;

(c) les versements, dons ou legs que pourront faire d'autres États, des organisations et programmes du système des Nations Unies, d'autres organisations régionales ou internationales, et des organismes publics ou privés ou des personnes privées ;

(d) tout intérêt dû sur les ressources du Fonds ;

(e) le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds ;

(f) toutes autres ressources autorisées par le règlement du Fonds.

4. L'utilisation des ressources du Fonds est décidée par le Comité intergouvernemental sur la base des orientations de la Conférence des Parties visée à l'article 22.

5. Le Comité intergouvernemental peut accepter des contributions et autres formes d'assistance à des fins générales ou spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets soient approuvés par lui.

6. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique, économique ou autre qui soit incompatible avec les objectifs de la présente Convention.

7. Les Parties s'attachent à verser des contributions volontaires sur une base régulière pour la mise en oeuvre de la présente Convention.

### **Article 19 - Échange, analyse et diffusion de l'information**

1. Les Parties s'accordent pour échanger l'information et l'expertise relatives à la collecte des données et aux statistiques concernant la diversité des expressions culturelles, ainsi qu'aux meilleures pratiques pour la protection et la promotion de celle-ci.

2. L'UNESCO facilite, grâce aux mécanismes existant au sein du Secrétariat, la collecte, l'analyse et la diffusion de toutes les informations, statistiques et meilleures pratiques en la matière.

3. Par ailleurs, l'UNESCO constitue et tient à jour une banque de données concernant les différents secteurs et organismes gouvernementaux, privés et à but non lucratif, oeuvrant dans le domaine des expressions culturelles.

4. En vue de faciliter la collecte des données, l'UNESCO accorde une attention particulière au renforcement des capacités et de l'expertise des Parties qui formulent la demande d'une assistance en la matière.

5. La collecte de l'information définie dans le présent article complète l'information visée par les dispositions de l'article 9.

## **V. Relations avec les autres instruments**

### **Article 20 - Relations avec les autres instruments : soutien mutuel, complémentarité et non-subordination**

1. Les Parties reconnaissent qu'elles doivent remplir de bonne foi leurs obligations en vertu de la présente Convention et de tous les autres traités auxquels elles sont parties. Ainsi, sans subordonner cette Convention aux autres traités,

(a) elles encouragent le soutien mutuel entre cette Convention et les autres traités auxquels elles sont parties ; et

(b) lorsqu'elles interprètent et appliquent les autres traités auxquels elles sont parties ou lorsqu'elles souscrivent à d'autres obligations internationales, les Parties prennent en compte les dispositions pertinentes de la présente Convention.

2. Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme modifiant les droits et obligations des Parties au titre d'autres traités auxquels elles sont parties.

### **Article 21 - Concertation et coordination internationales**

Les Parties s'engagent à promouvoir les objectifs et principes de la présente Convention dans d'autres enceintes internationales. À cette fin, les Parties se consultent, s'il y a lieu, en gardant à l'esprit ces objectifs et ces principes.

## **VI. Organes de la Convention**

### **Article 22 - Conférence des Parties**

1. Il est établi une Conférence des Parties. La Conférence des Parties est l'organe plénier et suprême de la présente Convention.
2. La Conférence des Parties se réunit en session ordinaire tous les deux ans, dans la mesure du possible dans le cadre de la Conférence générale de l'UNESCO. Elle peut se réunir en session extraordinaire si elle en décide ainsi ou si une demande est adressée au Comité intergouvernemental par au moins un tiers des Parties.
3. La Conférence des Parties adopte son règlement intérieur.
4. Les fonctions de la Conférence des Parties sont, entre autres :
  - (a) d'élire les membres du Comité intergouvernemental ;
  - (b) de recevoir et d'examiner les rapports des Parties à la présente Convention transmis par le Comité intergouvernemental ;
  - (c) d'approuver les directives opérationnelles préparées, à sa demande, par le Comité intergouvernemental ;
  - (d) de prendre toute autre mesure qu'elle juge nécessaire pour promouvoir les objectifs de la présente Convention.

### **Article 23 - Comité intergouvernemental**

1. Il est institué auprès de l'UNESCO un Comité intergouvernemental pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ci-après dénommé « le Comité intergouvernemental ». Il est composé de représentants de 18 États Parties à la Convention, élus pour quatre ans par la Conférence des Parties dès que la présente Convention entrera en vigueur conformément à l'article 29.
2. Le Comité intergouvernemental se réunit une fois par an.
3. Le Comité intergouvernemental fonctionne sous l'autorité et conformément aux directives de la Conférence des Parties et lui rend compte.
4. Le nombre des membres du Comité intergouvernemental sera porté à 24 dès lors que le nombre de Parties à la Convention atteindra 50.
5. L'élection des membres du Comité intergouvernemental est basée sur les principes de la répartition géographique équitable et de la rotation.
6. Sans préjudice des autres attributions qui lui sont conférées par la présente Convention, les fonctions du Comité intergouvernemental sont les suivantes :
  - (a) promouvoir les objectifs de la présente Convention, encourager et assurer le suivi de sa mise en oeuvre ;
  - (b) préparer et soumettre à l'approbation de la Conférence des Parties, à sa demande, des directives opérationnelles relatives à la mise en oeuvre et à l'application des dispositions de la Convention ;
  - (c) transmettre à la Conférence des Parties les rapports des Parties à la Convention, accompagnés de ses observations et d'un résumé de leur contenu ;
  - (d) faire des recommandations appropriées dans les situations portées à son attention par les Parties à la Convention conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, en particulier l'article 8 ;

(e) établir des procédures et autres mécanismes de consultation afin de promouvoir les objectifs et principes de la présente Convention dans d'autres enceintes internationales ;

(f) accomplir toute autre tâche dont il peut être chargé par la Conférence des Parties.

7. Le Comité intergouvernemental, conformément à son Règlement intérieur, peut inviter à tout moment des organismes publics ou privés ou des personnes physiques à participer à ses réunions en vue de les consulter sur des questions spécifiques.

8. Le Comité intergouvernemental établit et soumet son Règlement intérieur à l'approbation de la Conférence des Parties.

#### **Article 24 - Secrétariat de l'UNESCO**

1. Les organes de la Convention sont assistés par le Secrétariat de l'UNESCO.

2. Le Secrétariat prépare la documentation de la Conférence des Parties et du Comité intergouvernemental ainsi que le projet d'ordre du jour de leurs réunions, aide à l'application de leurs décisions et fait rapport sur celle-ci.

### **VII. Dispositions finales**

#### **Article 25 - Règlement des différends**

1. En cas de différend entre les Parties à la présente Convention sur l'interprétation ou l'application de la Convention, les Parties recherchent une solution par voie de négociation.

2. Si les Parties concernées ne peuvent parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent recourir d'un commun accord aux bons offices ou demander la médiation d'un tiers.

3. S'il n'y a pas eu de bons offices ou de médiation ou si le différend n'a pu être réglé par négociation, bons offices ou médiation, une Partie peut avoir recours à la conciliation conformément à la procédure figurant en Annexe à la présente Convention. Les Parties examinent de bonne foi la proposition de résolution du différend rendue par la Commission de conciliation.

4. Chaque Partie peut, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer qu'elle ne reconnaît pas la procédure de conciliation prévue ci-dessus. Toute Partie ayant fait une telle déclaration, peut, à tout moment, retirer cette déclaration par une notification au Directeur général de l'UNESCO.

#### **Article 26 - Ratification, acceptation, approbation ou adhésion par les États membres**

1. La présente Convention est soumise à la ratification, à l'acceptation, à l'approbation ou à l'adhésion des États membres de l'UNESCO, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général de l'UNESCO.

#### **Article 27 - Adhésion**

1. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'UNESCO mais membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2. La présente Convention est également ouverte à l'adhésion des territoires qui jouissent d'une complète autonomie interne, reconnue comme telle par l'Organisation des Nations Unies, mais qui n'ont pas accédé à la pleine indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et qui ont compétence pour les matières dont traite la présente Convention, y compris la compétence pour conclure des traités sur ces matières.

3. Les dispositions suivantes s'appliquent aux organisations d'intégration économique régionale :

(a) la présente Convention est aussi ouverte à l'adhésion de toute organisation d'intégration économique régionale, qui, sous réserve des paragraphes suivants, est pleinement liée par les dispositions de la Convention au même titre que les États parties ;

(b) lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont également Parties à la présente Convention, cette organisation et cet ou ces États membres conviennent de leur responsabilité dans l'exécution de leurs obligations en vertu de la présente Convention. Ce partage des responsabilités prend effet une fois achevée la procédure de notification décrite à l'alinéa (c). L'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits découlant de la présente Convention. En outre, dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique disposent pour exercer leur droit de vote d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties à la présente Convention. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si les États membres exercent le leur et inversement ;

(c) une organisation d'intégration économique régionale et son État ou ses États membres qui ont convenu d'un partage des responsabilités tel que prévu à l'alinéa

(b) informent les Parties du partage ainsi proposé de la façon suivante :

(i) dans son instrument d'adhésion, cette organisation indique de façon précise le partage des responsabilités en ce qui concerne les questions régies par la Convention ;

(ii) en cas de modification ultérieure des responsabilités respectives, l'organisation d'intégration économique régionale informe le dépositaire de toute proposition de modification de ces responsabilités ; le dépositaire informe à son tour les Parties de cette modification ;

(d) les États membres d'une organisation d'intégration économique régionale qui deviennent Parties à la Convention sont présumés demeurer compétents pour tous les domaines n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de compétence à l'organisation expressément déclaré ou signalé au dépositaire ;

(e) on entend par « organisation d'intégration économique régionale » une organisation constituée par des États souverains membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées, à laquelle ces États ont transféré leur compétence dans des domaines régis par la présente Convention et qui a été dûment autorisée, selon ses procédures internes, à en devenir Partie.

4. L'instrument d'adhésion est déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

#### **Article 28 - Point de contact**

Lorsqu'elle devient Partie à la présente Convention, chaque Partie désigne le point de contact visé à l'article 9.

### **Article 29 - Entrée en vigueur**

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, mais uniquement à l'égard des États ou des organisations d'intégration économique régionale qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour toute autre Partie trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du présent article, aucun des instruments déposés par une organisation d'intégration économique régionale ne doit être considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de ladite organisation.

### **Article 30 - Régimes constitutionnels fédéraux ou non unitaires**

Reconnaissant que les accords internationaux lient également les Parties indépendamment de leurs systèmes constitutionnels, les dispositions ci-après s'appliquent aux Parties ayant un régime constitutionnel fédéral ou non unitaire :

(a) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des Parties qui ne sont pas des États fédéraux ;

(b) en ce qui concerne les dispositions de la présente Convention dont l'application relève de la compétence de chacune des unités constituantes telles que États, comtés, provinces ou cantons, qui ne sont pas, en vertu du régime constitutionnel de la fédération, tenus de prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, si nécessaire, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des unités constituantes telles qu'États, comtés, provinces ou cantons avec son avis favorable pour adoption.

### **Article 31 - Dénonciation**

1. Chacune des Parties a la faculté de dénoncer la présente Convention.

2. La dénonciation est notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'UNESCO.

3. La dénonciation prend effet douze mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifie en rien les obligations financières dont la Partie dénonciatrice est tenue de s'acquitter jusqu'à la date à laquelle le retrait prend effet.

### **Article 32 - Fonctions du dépositaire**

Le Directeur général de l'UNESCO, en sa qualité de dépositaire de la présente Convention, informe les États membres de l'Organisation, les États non membres et les organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 27, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion mentionnés aux articles 26 et 27, de même que des dénonciations prévues à l'article 31.

### **Article 33 - Amendements**

1. Toute Partie peut, par voie de communication écrite adressée au Directeur général, proposer des amendements à la présente Convention. Le Directeur général transmet cette communication à toutes les Parties. Si, dans les six mois qui suivent

la date de transmission de la communication, la moitié au moins des Parties donne une réponse favorable à cette demande, le Directeur général présente cette proposition à la prochaine session de la Conférence des Parties pour discussion et éventuelle adoption.

2. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Parties présentes et votantes.

3. Les amendements à la présente Convention, une fois adoptés, sont soumis aux Parties pour ratification, acceptation, approbation ou adhésion.

4. Pour les Parties qui les ont ratifiés, acceptés, approuvés ou y ont adhéré, les amendements à la présente Convention entrent en vigueur trois mois après le dépôt des instruments visés au paragraphe 3 du présent article par les deux tiers des Parties. Par la suite, pour chaque Partie qui ratifie, accepte, approuve un amendement ou y adhère, cet amendement entre en vigueur trois mois après la date de dépôt par la Partie de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

5. La procédure établie aux paragraphes 3 et 4 ne s'applique pas aux amendements apportés à l'article 23 concernant le nombre des membres du Comité intergouvernemental. Ces amendements entrent en vigueur au moment de leur adoption.

6. Un État ou une organisation d'intégration économique régionale au sens de l'article 27 qui devient Partie à la présente Convention après l'entrée en vigueur d'amendements conformément au paragraphe 4 du présent article est, faute d'avoir exprimé une intention différente, considéré comme étant :

(a) Partie à la présente Convention ainsi amendée ; et

(b) Partie à la présente Convention non amendée à l'égard de toute Partie qui n'est pas liée par ces amendements.

#### **Article 34 - Textes faisant foi**

La présente Convention est établie en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe, les six textes faisant également foi.

#### **Article 35 - Enregistrement**

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'UNESCO.

### **ANNEXE**

#### **Procédure de conciliation**

##### **Article premier - Commission de conciliation**

Une Commission de conciliation est créée à la demande de l'une des Parties au différend. À moins que les Parties n'en conviennent autrement, la Commission se compose de cinq membres, chaque Partie concernée en désignant deux et le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

##### **Article 2 - Membres de la commission**

En cas de différend entre plus de deux Parties, les parties ayant le même intérêt désignent leurs membres de la Commission d'un commun accord. Lorsque deux

Parties au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

### **Article 3 - Nomination**

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la Commission n'ont pas été nommés par les Parties, le Directeur général de l'UNESCO procède, à la requête de la Partie qui a fait la demande, aux nominations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

### **Article 4 - Président de la commission**

Si, dans un délai de deux mois après la nomination du dernier des membres de la Commission, celle-ci n'a pas choisi son Président, le Directeur général procède, à la requête d'une Partie, à la désignation du Président dans un nouveau délai de deux mois.

### **Article 5 - Décisions**

La Commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. À moins que les Parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de résolution du différend que les Parties examinent de bonne foi.

### **Article 6 - Désaccords**

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la Commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

## **Конвенција о заштити и унапређењу разноликости културних израза**

Генерална конференција Организације Уједињених нација за образовање, науку и културу која се састала у Паризу од 3. до 21. октобра 2005. године на свом тридесет трећем заседању,

*потврђујући* да је културна разноликост својствена човечанству,

*свесна* да културна разноликост обликује заједничко наслеђе човечанства и да је треба неговати и чувати за добробит свих,

*свесна* да културна разноликост ствара богат и разноврстан свет, повећавајући могућности избора и негујући људске способности и вредности, и да стога представља главни покретач одрживог развоја заједница, народа и нација,

*подсећајући* да је културна разноликост, која доживљава процват у оквиру демократије, толеранције, социјалне правде и узајамног поштовања међу народима и културама, неопходна за мир и безбедност на локалном, државном и међународном нивоу,

*величајући* значај културне разноликости за пуно остварење људских права и основних слобода прокламованих у Универзалној декларацији о људским правима и другим универзално признатим документима,

*наглашавајући* потребу укључивања културе као стратешког елемента у државне и међународне развојне политике, као и у међународну сарадњу у области развоја, узимајући у обзир и Миленијумску декларацију Уједињених нација (2000) са посебним нагласком на смањење сиромаштва,

*увиђајући* да култура поприма различите облике у времену и простору и да је та разноликост отелотворена у јединствености и мноштву идентитета и културних израза друштава и заједница који сачињавају човечанство,

*препознајући* важност традиционалних знања као извора нематеријалног и материјалног богатства, а посебно системе знања аутохтоних народа и њиховог позитивног доприноса одрживом развоју, као и потребу за њиховом адекватном заштитом и унапређењем,

*препознајући* потребу да се предузму мере заштите разноликости културних израза, укључујући њихове садржаје, нарочито у околностима где прети могућност да они нестану или озбиљно ослабе,

*наглашавајући* важност културе за друштвену кохезију уопште, а посебно њен потенцијал за унапређење положаја и улоге жена у друштву,

*свесна* да се културна разноликост учвршћује слободним протоком идеја, и да се обогаћује сталном разменом и интеракцијом међу културама,

*поново потврђујући* да слобода мишљења, изражавања и информисања, као и разноликост медија, омогућавају процват културних израза у оквиру друштава,

*препознајући да разноликост културних израза, укључујући традиционалне културне изразе, јесте значајан фактор који дозвољава појединцима и народима да изразе и поделе са другима своје идеје и вредности,*

*подсећајући да је језичка разноликост темељни чинилац културне разноликости, и реafirмишући кључну улогу образовања у заштити и унапређењу културних израза,*

*узимајући у обзир* важност виталности култура, посебно за особе које припадају мањинама и аутохтоним народима, која се манифестује у њиховој слободи стварања, дифузије и дистрибуције традиционалних културних израза, као и такав начин приступа који би фаворизовао њихов сопствени развој,

*наглашавајући* виталну улогу културне интеракције и стваралаштва, које поткрепљују и обнављају културне изразе, и јачају улогу оних који раде на развоју културе у сврху општег друштвеног напретка,

*препознајући* важност права на интелектуалну својину ради подршке онима који учествују у културном стваралаштву,

*уверене* да културне активности, добра и услуге имају двоструку природу, како економску тако и културну, пошто су носиоци идентитета, вредности и значења, и да се не смеју третирати као да имају једино комерцијалну вредност,

*напомињући* да процеси глобализације, олакшани брзим развојем информационих и комуникационих технологија, стварају повољне услове за развијенију интеракцију међу културама и да, такође, представљају изазов за културну разноликост, нарочито у погледу опасности стварања неравнотеже између богатих и сиромашних земаља,

*свесна* да је Унеску додељен посебан мандат да осигура поштовање разноликости култура и препоручи такве међународне споразуме какви би могли бити неопходни за унапређење слободног протока идеја путем речи и слике,

*позивајући се* на располагање међународним инструментима, усвојеним од стране Унеска, који се односе на културну разноликост и на остваривање људских права, а нарочито на Универзалну декларацију о културној различитости из 2001. године,

Усваја, 20. октобра 2005. године, ову Конвенцију:

## **I Циљеви и општа начела**

### **Члан 1 – Циљеви**

Циљеви ове Конвенције јесу да:

- (a) заштити и унапреди разноликост културних израза;
- (b) створи услове за напредак и слободну интеракцију култура на узајамно користан начин;
- (c) подстакне дијалог међу културама ради обезбеђивања интензивније и уравнотеженије културне размене у свету у прилог поштовања међу културама и културе мира;
- (d) негује интеркултуралност ради развоја културне интеракције у духу изградње мостова међу народима;
- (e) унапређује поштовање разноликости културних израза и ширење свести о њеној вредности на локалном, државном и међународном нивоу;
- (f) изнова потврди важност повезаности културе и развоја у свим земљама, нарочито у земљама у развоју, и да охрабрује напоре предузете на државном и међународном плану ради препознавања истинске вредности те повезаности;
- (g) ода признање посебној улози културних делатности, добара и услуга као носиоцима идентитета, вредности и смисла;
- (h) изнова потврди суверено право држава да се придржавају, усвајају и спроводе политике и мере које сматрају прикладним за заштиту и промоцију разноликости културних израза на својим територијама;
- (i) ојача међународну сарадњу и солидарност у духу партнерства, нарочито зарад увећања способности земаља у развоју у погледу заштите и промовисања разноликости културних израза.

### **Члан 2 – Општа начела**

#### **1. Начело поштовања људских права и основних слобода**

Културна разноликост може бити заштићена и унапређена само уколико су загарантована људска права и основне слободе, као што су слобода изражавања, информисања и размене информација, као и могућност да појединци бирају одговарајуће културне изразе. Нико се не може позивати на одредбе ове Конвенције да би кршио или ограничавао људска права и основне слободе одређене у Универзалној декларацији о људским правима или загарантоване међународним правом.

## **2. Начело суверенитета**

У складу са Повељом Уједињених нација и принципима међународног права, државе имају суверено право да усвајају мере и политику за заштиту и унапређење разноликости културних израза на својој територији.

## **3. Начело једнаког достојанства и поштовања свих култура**

Заштита и унапређење разноликости културних израза претпостављају признавање једнаког достојанства и поштовања свих култура, укључујући и оне које припадају мањинама и аутохтоним народима.

## **4. Начело међународне солидарности и сарадње**

Међународна сарадња и солидарност треба да буду усмерене на пружање могућности свим земљама, а посебно земљама у развоју, да стварају и јачају своја средства културног израза, укључујући ту и њихове културне индустрије, било да су у зачетку или су већ утемељене, на локалном, националном и међународном нивоу.

## **5. Начело комплементарности економских и културних аспеката развоја**

Будући да је култура један од основних покретача развоја, културни аспекти развоја једнако су важни колико и економски, у којима појединци и народи имају основно право да учествују и уживају.

## **6. Начело одрживог развоја**

Културна разноликост је велико богатство за појединце и друштва. Заштита, промоција и одржавање културне различитости суштински су услов одрживог развоја у корист садашњих и будућих генерација.

## **7. Начело равноправног приступа**

Равномеран приступ богатом и разноликом низу културних израза из целог света и приступ култура средствима изражавања и дифузији, чине важне елементе у вредновању културне разноликости и подстицању на међусобно разумевање.

## **8. Начело отворености и равнотеже**

Када државе усвајају мере да би помогле разноликост културних израза, треба да настоје да, на одговарајући начин, унапреде отвореност према другим

културама света и да осигурају да ове мере буду усмерене на циљеве постављене овом Конвенцијом.

## **II Подручје примене**

### **Члан 3 – Подручје примене**

Ова Конвенција ће се односити на политику и мере које усвајају Стране потписнице, а односе се на заштиту и промоцију разноликости културних израза.

## **III Дефиниције**

### **Члан 4 – Дефиниције**

За потребе ове Конвенције подразумева се да израз:

#### **1. Културна разноликост**

„Културна разноликост” обухвата мноштво начина на које културе група и друштва налазе свој израз. Ови изрази се преносе унутар и између група и друштава.

Културна разноликост се манифестује не само кроз различите начине којима се културно наслеђе човечанства изражава, увећава и преноси као разноликост културних израза, већ и кроз различите начине уметничког стваралаштва, продукције, дифузије и дистрибуције и уживања у културним изразима, без обзира на коришћена средства и технологије.

#### **2. Културни садржај**

„Културни садржај” се односи на симболично значење, уметничку димензију и културне вредности које произлазе из или изражавају културне идентитете.

#### **3. Културни изрази**

„Културни изрази” су они изрази који су резултат креативности појединаца, група и друштава и који имају културни садржај.

#### **4. Културне делатности, добра и услуге**

„Културне делатности, добра и услуге” обухвата оне делатности, добра и услуге које, онда када се сматра да имају одређени квалитет, употребу или сврху, садрже или преносе културне изразе, без обзира на комерцијалну вредност коју могу да имају. Културне делатности могу да буду саме по себи циљ, или могу да доприносе продукцији културних добара и услуга.

#### **5. Културне индустрије**

„Културне индустрије” подразумева индустрије које производе и дистрибуирају културна добра и услуге како је дефинисано у горенаведеном параграфу 4.

## **6. Културна политика и мере**

„Културна политика и мере” подразумева оне политике и мере које су у вези с културом, било на локалном, националном, регионалном или међународном нивоу, које су усредсређене на културу као такву, или им је намена да утичу на културне изразе појединаца, група или друштава, укључујући стварање, продукцију, дистрибуцију, дифузију и приступ културним делатностима, добрима и услугама.

## **7. Заштита**

„Заштита” подразумева усвајање мера које имају за циљ очување, обезбеђивање и промоцију разноликости културних израза.

„Заштитити” значи применити такве мере.

## **8. Интеркултуралност**

„Интеркултуралност” се односи на постојање и равноправну интеракцију различитих култура, као и на могућност стварања заједничких, али не јединствених културних израза, кроз дијалог и узајамно поштовање.

### **IV Права и обавезе Страна потписница**

#### **Члан 5 – Опште правило које се односи на права и обавезе**

1. Стране потписнице, у складу с Повелом Уједињених нација, начелима међународног права и универзално признатим инструментима из области људских права, поново потврђују своје суверено право да формулишу и спроводе своју културну политику, да усвајају мере за заштиту и унапређење разноликости културних израза, и да јачају међународну сарадњу ради остварења циљева ове конвенције.

2. Када Страна потписница спроводи културну политику и мере за заштиту и унапређење разноликости културних израза на својој територији, њена политика и мере морају бити у складу са одредбама ове конвенције.

#### **Члан 6 – Права Страна потписница на националном нивоу**

1. У оквиру својих културних политика и мера, како је дефинисано у члану 4. параграф 6, и узимајући у обзир сопствене потребе и специфичне околности, свака Страна потписница може да усвоји мере намењене заштити и унапређењу разноликости културних израза на својој територији.

2. Те мере могу да обухвате следеће:

- (а) регулаторне мере чији је циљ заштита и унапређење разноликости културних израза;
- (б) мере које, на прикладан начин, пружају могућност домаћим културним делатностима, добрима и услугама, међу свима онима које постоје на државној територији, за стварање, продукцију, дифузију, дистрибуцију и уживање у њима, укључујући и одредбе које се односе на језик који се користи за такве делатности, добра и услуге;
- (в) мере чији је циљ да обезбеде ефективан приступ средствима продукције, дифузије и дистрибуције културних делатности, добара и

услуга независним домаћим културним индустријама и активностима цивилног друштва;

- (г) мере чији је циљ обезбеђивање јавног финансирања;
- (д) мере чији је циљ да подстакну непрофитне организације, јавне и приватне институције, уметнике и припаднике других професија на пољу културе, да развијају и унапређују слободну размену и проток идеја и културних израза, као и културних делатности, добара и услуга, и да стимулишу стваралачки и предузетнички дух у својим активностима ;
- (ђ) мере чији је циљ да успоставе и подрже, на прикладан начин, институције од јавног значаја;
- (е) мере чији је циљ да подстакну и подрже уметнике, као и све учеснике у процесу стварања културних израза;
- (ж) мере чији је циљ да подстичу разноликост медија, укључујући ту и разноликост унутар јавног радиодифузног сервиса.

### **Члан 7 – Мере за унапређење културних израза**

1. Стране потписнице ће улагати напоре да на својој територији створе окружење које подстиче појединце и друштвене групе:

- (а) на стварање, продукцију, дифузију и дистрибуцију, те да имају приступ сопственим културним изразима, посвећујући дужну пажњу посебним околностима и потребама жена и различитих друштвених група, укључујући ту и особе које припадају мањинама, као и аутохтоне народе;
- (б) да имају приступ разноликим културним изразима са своје територије, као и територија других земаља;

2. Стране потписнице ће такође настојати да препознају важност доприноса уметника и свих оних који су укључени у стваралачке процесе, културних заједница и организација које подржавају њихов рад, као и њихову кључну улогу у неговању разноликости културних израза.

### **Члан 8 – Мере за заштиту културних израза**

1. Не доводећи у питање одредбе чл 5. и 6. Страна потписница може да утврди постојање посебних ситуација у којима су културни изрази на њеној територији изложени ризику од нестајања, односно да су озбиљно угрожени, или их је из неког другог разлога потребно хитно обезбедити.

2. Стране потписнице могу предузети све одговарајуће мере да заштите и очувају културне изразе у ситуацијама описаним у параграфу 1. у складу с одредбама ове конвенције.

3. Стране потписнице ће подносити извештај Међувладином комитету из члана 23. о свим мерама које су предузете да би се задовољила хитност ситуације, а Комитет може да на основу тога да одговарајуће препоруке.

### **Члан 9 – Размена информација и транспарентност**

Стране потписнице ће :

- (а) сваке четири године, у својим извештајима Унеску, пружати одговарајуће информације о предузетим мерама за заштиту и унапређење

разноликости културних израза на својој територији и на међународном нивоу;

- (б) одредити контакт тачку за размену информација које се односе на ову Конвенцију;
- (в) заједно делити и размењивати информације које се односе на заштиту и унапређење разноликости културних израза.

#### **Члан 10 – Образовање и подизање свести јавности**

Стране потписнице ће:

- (а) подстицати и унапређивати разумевање о значају заштите и унапређења разноликости културних израза, нарочито путем програма образовања и подизања свести јавности;
- (б) сарађивати са другим Странама потписницама, међународним и регионалним организацијама ради постизања циља из овог члана;
- (в) настојати да подстакну стваралаштво и ојачају производне капацитете установљавањем програма образовања, обуке и размене у области културних индустрија. Ове мере треба да буду спроведене на начин који нема негативан утицај на традиционалне облике стварања.

#### **Члан 11 – Учешће цивилног друштва**

Стране потписнице признају кључну улогу цивилног друштва у заштити и унапређењу разноликости културних израза. Стране потписнице ће подстицати активно учешће цивилног друштва у својим напорима да остваре циљеве ове конвенције.

#### **Члан 12 – Унапређење међународне сарадње**

Стране потписнице настојаће да ојачају своју билатералну, регионалну и међународну сарадњу ради стварања услова који су погодни за унапређење разноликости културних израза, посебно водећи рачуна о ситуацијама поменутих у чл. 8. и 17. нарочито ради:

- (а) олакшавања међусобног дијалога о културној политици;
- (б) унапређења стратешких капацитета и капацитета управе јавног сектора у институцијама културе од јавног значаја, кроз стручну и међународну културну размену и узајамно коришћење примера најбоље праксе;
- (в) јачања партнерства с цивилним друштвом, невладиним организацијама и приватним сектором, и сарадње међу њима, у циљу подршке и унапређења разноликости културних израза;
- (г) промовисања употребе нових технологија и подстицања партнерства ради унапређења размене и коришћења информација и разумевања културе и неговања разноликости културних израза;
- (д) подстицања закључивања уговора о копродукцији и кодистрибуцији.

#### **Члан 13 – Укључивање културе у одрживи развој**

Стране потписнице настојаће да укључе културу у своју развојну политику на свим нивоима, у циљу стварања погодних услова за одрживи

развој, и у склопу тога, неговати аспекте везане за заштиту и унапређење разноликости културних израза.

#### **Члан 14 – Сарадња у циљу развоја**

Стране потписнице обавезују се да подрже сарадњу у циљу одрживог развоја и смањења сиромаштва, посебно у односу на специфичне потребе земаља у развоју, у циљу развијања динамичног културног сектора, између осталог следећим средствима:

- (а) јачањем културних индустрија у земљама у развоју путем:
- 1) стварања и јачања капацитета културне продукције и дистрибуције у земљама у развоју;
  - 2) олакшавања ширег приступа светском тржишту и међународним дистрибуционим мрежама, њиховим културним делатностима, добрима и услугама;
  - 3) омогућавања стварања одрживог локалног и регионалног тржишта;
  - 4) усвајања, кад год је то могуће, прикладних мера у развијеним земљама у циљу повећања доступности њихове територије за културне делатности, добра и услуге земаља у развоју;
  - 5) пружања подршке стваралачком раду и олакшавања, што је могуће веће, мобилности уметника из земаља у развоју;
  - 6) подстицања одговарајуће сарадње међу развијеним земљама и земљама у развоју, нарочито у области музике и филма;
- (б) подизањем капацитета путем размене информација, искустава и стручних знања, обучавањем људских ресурса у јавном и приватном сектору у земљама у развоју, нарочито путем ширења стратешких капацитета и капацитета управе, развојем и спровођењем у дело културне политике, унапређењем и ширењем културних израза, развојем средњих, малих и микро предузећа, коришћењем технологија, као и развојем и преношењем вештина;
- (в) увођењем одговарајућих стимулативних мера за трансфер технологија, знања и искуства, нарочито у домену културних индустрија и предузетништва;
- (г) финансијском подршком путем:
- 1) оснивања Међународног фонда за културну разноликост, како је предвиђено у члану 18;
  - 2) обезбеђивања званичне развојне помоћи, према потреби, укључујући и техничку помоћ, ради подстицања и подршке стваралаштву;
  - 3) других облика финансијске помоћи, као што су нискокаматни кредити, бесповратна помоћ и други механизми финансирања.

### **Члан 15 – Договори о сарадњи**

Стране потписнице ће подстицати развој партнерстава између и унутар јавног и приватног сектора и непрофитних организација, у циљу сарадње са земљама у развоју и ради јачања њихових капацитета за заштиту и унапређење разноликости културних израза. На темељу конкретних потреба земаља у развоју, ова иновативна партнерства ставиће акценат на даљи развој инфраструктуре, људских ресурса и политика, као и на размену културних делатности, добара и услуга.

### **Члан 16 – Повлашћени третман за земље у развоју**

Развијене земље ће олакшати културну размену са земљама у развоју одобравајући, кроз одговарајуће институционалне и правне оквире, повлашћени третман уметницима и другим стручњацима и запосленима у области културе, као и за културна добра и услуге из земаља у развоју.

### **Члан 17 – Међународна сарадња у ситуацијама озбиљне угрожености културних израза**

Стране потписнице сарађиваће у узајамном пружању помоћи, а посебно земљама у развоју, у ситуацијама поменутим у члану 8.

### **Члан 18 – Међународни фонд за културну разноликост**

1. Овим се оснива Међународни фонд за културну разноликост (у даљем тексту: Фонд).
2. Фонд се састоји од повереничких фондова успостављених у складу са финансијским прописима Унеска.
3. Средства Фонда чине:
  - (а) добровољни прилози Страна потписница;
  - (б) за ту сврху опредељена средства од стране Генералне конференције Унеска;
  - (в) прилози, поклони или легати других држава, организација и програма у систему Организације Уједињених нација, других регионалних или међународних организација и јавних или приватних тела/организација или појединаца;
  - (г) све камате на средства Фонда;
  - (д) средства добијена прикупљањем прихода и финансијска добит од манифестација организованих у корист Фонда;
  - (ђ) сва остала средства одобрена правилником Фонда.
4. О коришћењу средстава Фонда одлучује Међувладин комитет на основу смерница утврђених на конференцији Страна потписница наведених у члану 22.
5. Међувладин комитет може да прихвати прилоге и друге облике помоћи, за опште или посебне намене, који се односе на јасно дефинисане пројекте, под условом да је дао одобрење за те пројекте.

6. Прилози Фонду не смеју бити условљени никаквим политичким, економским или било каквим другим условима који нису у складу са циљевима ове конвенције.

7. Стране потписнице настојаће да добровољне прилоге дају редовно у циљу примене ове конвенције.

#### **Члан 19 – Размена, анализа и ширење информација**

1. Стране потписнице сагласне су да размењују информације и стручна знања која се односе на прикупљање података и статистику везану за културне изразе, као и на проналажење најбољих примера из праксе за њихову заштиту и унапређење.

2. Унеско ће олакшавати, путем постојећих механизма у Секретаријату, прикупљање, анализу и ширење свих релевантних информација, статистика и најбољих примера из праксе.

3. Такође, Унеско ће оформити и ажурирати базу података о различитим секторима и владиним, приватним и непрофитним организацијама које делују у овом домену.

4. У циљу олакшања прикупљања података, Унеско ће посебну пажњу посветити јачању капацитета и стручних знања Страна потписница које поднесу захтев за помоћ у тој области.

5. Прикупљене информације, утврђене у овом члану, биће допуна информацијама које се прикупљају у складу са одредбама члана 9.

#### **V Однос према другим инструментима**

##### **Члан 20 – Однос према другим уговорима: међусобна подршка, комплементарност и неподређивање**

1. Стране потписнице прихватају да у доброј вољи испуњавају обавезе према овој конвенцији и свим другим уговорима чији су потписник. Сходно томе, без подређивања ове конвенције било ком другом споразуму:

(а) Стране потписнице ће обезбеђивати међусобну подршку између ове конвенције и других уговора чији су потписник; и

(б) Стране потписнице, приликом тумачења и примене других уговора чији су потписник или преузимања других међународних обавеза, узеће у обзир релевантне одредбе ове конвенције.

2. Ништа из ове конвенције не може бити протумачено на начин који би изменио права и обавезе Страна потписница према било којем другом уговору чији су потписник.

##### **Члан 21 – Међународне консултације и координација**

Стране потписнице обавезују се да промовишу циљеве и начела ове конвенције на другим међународним форумима. У том циљу, Стране потписнице ће се међусобно консултовати, уколико за то има потребе, имајући у виду ове циљеве и начела.

## **VI Органи конвенције**

### **Члан 22 – Скупштина Страна потписница**

1. Овим се установљује Скупштина Страна потписница. Скупштина Страна потписница је врховни пленарни орган ове конвенције.
2. Скупштина Страна потписница састаје се на редовној седници сваке две године, уколико је могуће у временском оквиру када заседа и Генерална конференција Унеска. Она се може састати и на ванредној седници уколико је тако одлучено или уколико је за то поднет захтев Међувладином комитету од стране најмање једне трећине Страна потписница.
3. Скупштина Страна потписница усвојиће сопствени пословник.
4. Функције Скупштине Страна потписница, између осталог јесу да:
  - (а) бира чланове Међувладиног комитета;
  - (б) прима и разматра извештаје Страна потписница о конвенцији које им проследи Међувладин комитет;
  - (в) одобрава оперативне смернице припремљене на њен захтев од стране Међувладиног комитета;
  - (г) предузме било коју другу меру, коју сматра неопходном, да би се унапредили циљеви ове конвенције.

### **Члан 23 – Међувладин комитет**

1. У оквиру Унеска оснива се Међувладин комитет за заштиту и унапређење разноликости културних израза, у даљем тексту „Међувладин комитет”. Њега чине представници осамнаест држава Страна потписница конвенције, изабраних на период од четири године од стране Конференције Страна потписница, од тренутка кад ова конвенција ступи на снагу према члану 29.
2. Међувладин комитет састаје се једном годишње.
3. Међувладин комитет ради под надлежношћу и у складу са директивама Конференције Страна потписница и њој одговара за свој рад.
4. Број чланова Међувладиног комитета повећава се када број Страна потписница Конвенције достигне педесет.
5. Избор чланова Међувладиног комитета заснива се на принципима уједначене географске заступљености, као и на принципу ротације.
6. Не доводећи у питање друге дужности које су на њега пренете овом конвенцијом, функције Међувладиног комитета јесу да:
  - (а) унапређује циљеве ове конвенције и да подстиче и прати њено спровођење;
  - (б) припрема и подноси на одобрење Скупштини Страна потписница, на њен захтев, оперативне смернице за спровођење и примену одредаба ове конвенције;
  - (в) Скупштини Страна потписница прослеђује извештаје Страна потписница о конвенцији, заједно са својим коментарима и кратким приказом њихових садржаја;

- (г) даје одговарајуће препоруке које треба прихватити у ситуацијама које су предочиле Стране потписнице конвенције у складу са релевантним одредбама конвенције, а посебно члана 8;
- (д) установи процедуре и друге механизме консултација ради представљања циљева и начела ове конвенције на другим међународним форумима;
- (ђ) обавља све друге задатке које затражи Скупштина Страна потписница.

7. Међувладин комитет, у складу са својим пословником, може у сваком тренутку да позове јавне или приватне организације или физичка лица да присуствују његовим састанцима, ради консултација о одређеним питањима.

8. Међувладин комитет припрема и подноси Скупштини Страна потписница, на одобрење, сопствени пословник.

#### **Члан 24 – Секретаријат Унеска**

1. Органима Конвенције помаже Секретаријат Унеска.
2. Секретаријат припрема документацију за Скупштину Страна потписница и Међувладин комитет, као и дневни ред њихових састанака, пружа помоћ и подноси извештај о спровођењу њихових одлука.

#### **VII Завршне одредбе**

##### **Члан 25 – Решавање спорова**

1. У случају спора између Страна потписница ове конвенције у погледу тумачења или примене Конвенције, Стране потписнице настојаће да пронађу решење путем преговора.
2. Уколико заинтересоване Стране потписнице не могу да постигну договор путем преговора, оне заједно могу да потраже помоћ или захтевају посредовање треће стране.
3. Уколико није било адекватне помоћи или посредовања, или се решење не пронађе путем преговора, помоћи или посредовања, Страна потписница може да прибегне мирењу у складу с поступком утврђеним у Анексу ове конвенције. Стране потписнице ће у доброј вољи размотрити предлог који Комисија за мирење да у циљу решавања спора.
4. Свака Страна потписница може, у моменту потврђивања, прихватања, одобрења или приступања, да изјави да не признаје горе предвиђени поступак мирења. Свака Страна потписница која је дала такву изјаву може у сваком тренутку да повуче ту изјаву обавештењем упућеним Генералном директору Унеска.

##### **Члан 26 – Потврђивање, прихватање, одобрење или приступање од стране држава чланица**

1. Ова конвенција подлеже потврђивању, прихватању, одобрењу или приступању од стране држава чланица Унеска, у складу с њиховим властитим уставним поступцима.

2. Инструменти потврђивања, прихватања, одобрења или приступања депонују се код Генералног директора Унеска.

### **Члан 27 – Приступање**

1. Ова конвенција отворена је за приступање свим државама које нису чланице Унеска, али су чланице Уједињених нација или неке од њених специјализованих агенција, а које Генерална конференција Унеска позове да јој приступе.

2. Ова конвенција такође је отворена за приступање и територијама које уживају потпуну унутрашњу аутономију, признату као такву од стране Уједињених нација, а које нису достигле пуну независност у складу с Резолуцијом Генералне скупштине бр. 1514 (XV) и које имају надлежност по свим питањима која уређује ова конвенција, укључујући ту и надлежност да приступе уговорима (споразумима) у погледу таквих питања.

3. Следеће одредбе односе се на регионалне организације за економске интеграције:

- (а) Ова конвенција такође је отворена за приступање свакој регионалној организацији за економске интеграције, која ће, осим као што је даље наведено, бити у потпуности везана одредбама Конвенције, на исти начин као и државе Стране потписнице;
- (б) У случају да је једна или више држава чланица такве организације истовремено и Страна потписница ове Конвенције, та организација и та држава чланица или државе чланице одлучују о својој одговорности за извршење својих обавеза према овој Конвенцији. Та подела одговорности ступа на снагу по обављању поступка нотификације, описаног у под-параграфу (в). Та организација и те државе чланице нису овлашћене да истовремено остварују права према овој Конвенцији. Поред тога, Организација регионалне економске интеграције, по питањима унутар своје надлежности, остварује своје право гласа бројем гласова једнаким броју својих држава чланица које су Стране потписнице ове Конвенције. Таква организација неће користити своје право да гласа ако било која од њених држава чланица искористи то своје право, и обрнуто;
- (в) Организација регионалне економске интеграције, и њена држава чланица или државе чланице које су се сагласиле с поделом одговорности, као што је предвиђено у под-параграфу (б), обавестиће Стране потписнице о било којој тако предложеној подели одговорности, на следећи начин:
  - (I) у свом документу о приступању, та ће организација прецизно назначити поделу својих одговорности у погледу питања која уређује ова Конвенција;
  - (II) у случају накнадних измена њихових властитих одговорности, Организација регионалне економске интеграције обавестиће депозитара о свакој тако предложеној измени; депозитар ће са своје стране обавестити Стране потписнице о таквој измени;
- (г) Сматра се да су државе чланице неке Организације регионалне економске интеграције, које постану Стране потписнице ове конвенције,

задржале надлежност над свим питањима у погледу којих депозитару није јасно назначен или саопштен пренос надлежности на организацију;

(д) „Организација регионалне економске интеграције” означава организацију коју чине суверене државе, чланице Организације Уједињених нација или било које од њених специјализованих агенција, на коју су те државе пренеле надлежност у погледу питања која уређује ова конвенција и која је према томе овлашћена да, у складу са својим интерним процедурама, постане њена Страна потписница.

4. Документ о приступању депонује се код Генералног директора Унеска.

#### **Члан 28 – Контакт тачка**

Након што постану Стране потписнице ове конвенције, свака Страна потписница одређује контакт тачку, као што је наведено у члану 9.

#### **Члан 29 – Ступање на снагу**

1. Ова конвенција ступа на снагу три месеца од датума депоновања тридесетог документа о потврђивању, прихватању, одобрењу или приступању, али само у односу на оне државе или Организације регионалне економске интеграције које су депоновале властита документа о потврђивању, прихватању, одобрењу или приступању до тог датума или раније. Она ступа на снагу, у односу на сваку Страну потписницу, три месеца након депоновања свог документа о потврђивању, прихватању, одобрењу или приступању.

2. За сврху овог члана, ниједан документ депонован од стране регионалне организације за економске интеграције не сме бити посматран као додаток документима који су већ депоновани од стране држава чланица те организације.

#### **Члан 30 – Савезна и неунитарна уставна уређења**

Препознајући да међународни споразуми подједнако обавезују Стране потписнице независно од њихових уставних уређења, следеће одредбе односе се на Стране потписнице које имају савезно или неунитарно уставно уређење:

(а) у погледу одредаба ове конвенције чија примена спада под правну јурисдикцију савезне или централне законодавне власти, обавезе савезне или централне владе биће исте као и за оне Стране потписнице које нису савезне државе;

(б) у погледу одредаба ове конвенције чија примена потпада под јурисдикцију сваке од конститутивних јединица као што су државе, окрузи, покрајине или кантони, а које уставни систем федерације не обавезује да предузимају законодавне мере, савезна влада ће обавестити, према потреби, надлежне власти конститутивних јединица као што су државе, окрузи, покрајине или кантони о поменутим одредбама, уз своју препоруку за њихово усвајање.

#### **Члан 31 – Отказивање**

1. Свака од Страна потписница може да откаже ову конвенцију.

2. Отказивање се нотификује путем писаног документа који се депонује код Генералног директора Унеска.

3. Отказивање ступа на снагу дванаест месеци по пријему документа о отказивању. Оно ни на који начин не утиче на финансијске обавезе Стране потписнице која отказује конвенцију, све до датума када отказивање ступа на снагу.

### **Члан 32 – Депозитарне функције**

Генерални директор Унеска, у својству депозитара ове конвенције, обавештава државе чланице Организације, државе које нису чланице и Организације регионалне економске интеграције из члана 27, као и Организацију Уједињених нација, о депоновању свих докумената о потврђивању, прихватању, одобрењу или приступању споменутих у члану 26. и члану 27, као и о отказивањима споменутих у члану 31.

### **Члан 33 – Измене и допуне**

1. Страна потписница ове конвенције може да, путем писаног саопштења упућеног Генералном директору, предложи измене и допуне ове конвенције. Генерални директор такво саопштење прослеђује свим Странама потписницама. Ако у року од шест месеци од дана слања таквог саопштења најмање половина Страна потписница позитивно одговори на захтев, Генерални директор на следећем заседању Конференције износи тај предлог на расправу и могуће усвајање.

2. Измене и допуне усвајају се двотрећинском већином гласова присутних Страна потписница.

3. Измене и допуне ове конвенције, након што се усвоје, подносе се Странама потписницама на потврђивање, прихватање, одобрење или приступање.

4. За Стране потписнице које су их потврдиле, прихватиле, одобриле или им приступиле, измене и допуне ове конвенције ступају на снагу три месеца након што две трећине Страна потписница депонује документа из параграфа 3. овог члана. Потом, за сваку од Страна потписница која потврди, прихвати, одобри или приступи некој измени и допуни, поменута измена и допуна ступа на снагу три месеца након што та Страна потписница депонује свој документ о потврђивању, прихватању, одобрењу или приступању.

5. Поступак установљен у параграфу 3. и 4. не односи се на измене и допуне члана 23. који се тиче броја чланова Међувладиног комитета. Ове измене ступају на снагу у тренутку усвајања.

6. Држава или Организација регионалне економске интеграције, из члана 27, која постане Страна потписница ове конвенције по ступању на снагу измена и допуна, у складу са параграфом 4. овог члана, уколико не изрази своју другачију намеру, биће сматрана:

- (а) Страном потписницом ове конвенције како је измењена и допуњена; и
- (б) Страном потписницом конвенције која није измењена и допуњена у односу на сваку Страну потписницу коју те измене и допуне не обавезују.

**Члан 34 – Меродавни текстови**

Ова конвенција написана је на арапском, енглеском, кинеском, руском, француском и шпанском језику, и свих шест текстова подједнако су меродавни.

**Члан 35 – Упис у регистар**

У складу са чланом 102. Повеље Уједињених нација, ова конвенција региструје се код Секретаријата Организације Уједињених нација, на захтев Генералног директора Унеска.

## **АНЕКС**

### **Поступак мирења**

#### **Члан 1 – Комисија за мирење**

Комисија за мирење формира се на захтев једне од Страна потписница у спору. Комисија је, уколико се Стране потписнице не договоре другачије, састављена од пет чланова, од којих два именује свака од Страна потписница, а председника ти чланови бирају заједно.

#### **Члан 2 – Чланови Комисије**

У споровима између више од две Стране потписнице, Стране потписнице које заступају исти интерес заједно именују своје чланове Комисије на основу договора. Када две или више Страна потписница заступају различите интересе, или када не постоји слагање у погледу тога да ли имају исти интерес, оне ће одвојено именовати своје чланове Комисије.

#### **Члан 3 – Именовања**

Уколико у року од два месеца од датума подношења захтева за формирање Комисије за мирење не дође ни до каквих именовања од стране Страна потписница, Генерални директор Унеска, ако то од њега затражи Страна потписница која је поднела захтев, врши ова именовања у року од наредна два месеца.

#### **Члан 4 – Председник Комисије**

Ако председник Комисије за мирење није изабран у року од два месеца од датума када је последњи члан Комисије именован, Генерални директор Унеска, ако то од њега затражи нека Страна потписница, именује председника у року од наредна два месеца.

#### **Члан 5 – Одлуке**

Комисија за мирење доноси одлуке већином гласова својих чланова. Уколико се Стране потписнице не договоре другачије, она утврђује сопствени поступак. Она доноси предлог за решење спора, који Стране потписнице разматрају у доброј вољи.

#### **Члан 6 – Неслагања**

Неслагање око тога да ли Комисија за мирење има надлежност, биће разрешено од стране Комисије.

**Члан 3.**

За извршење ове конвенције надлежно је Министарство културе.

**Члан 4.**

Овај закон ступа на снагу осмог дана од дана објављивања у „Службеном гласнику Републике Србије – Међународни уговори”.